

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

3003 Berne, le 23 avril 1975

o.411.661(5). - PF/vz

Commentaires de nos Représentations  
à l'étranger : voir dossier o.411-661 (12)

Aux Ambassades de Suisse

Am, #  
V6, 4C, RS, AD

Conférence diplomatique  
sur le droit humanitaire

Monsieur l'Ambassadeur,

La deuxième session de la Conférence s'est déroulée comme prévu du 3 février au 18 avril pour poursuivre l'examen entrepris l'an dernier des deux projets de Protocoles additionnels aux Conventions de Genève élaborés par le CICR avec le concours d'experts gouvernementaux.

Vous trouverez ci-joint un bref rapport sur les travaux de cette session auquel nous voudrions ajouter les quelques remarques générales qui suivent.

1. La session a été heureusement caractérisée par un désir largement répandu de négocier et d'aboutir. Ce climat favorable a permis de réaliser une percée, puisque environ la moitié des quelque 140 articles que comptent les deux Protocoles ont été adoptés en commission. La plupart d'entre eux l'ont été sans vote, ce qui devrait assurer leur acceptation en seconde lecture par la plénière où la majorité des deux tiers sera requise. Cette méthode, qui correspond à la tendance actuelle dans les conférences, présente l'inconvénient d'être lente. Par ailleurs, les textes cherchant à refléter toutes les thèses en présence sont trop souvent longs sans toujours avoir la clarté requise.
2. Les résultats obtenus ne doivent cependant pas masquer les difficultés considérables qui devront être surmontées l'an



- 2 -

prochain. Nombre de dispositions difficiles n'ont pas encore été abordées. En outre, il est manifeste que bien des délégations, sans avoir voulu s'opposer au consensus, ont des réserves sérieuses envers certains articles, voire même envers l'ensemble du Protocole II relatif aux conflits armés non internationaux.

3. La controverse de l'an dernier sur la définition du champ d'application du Protocole I concernant les conflits armés internationaux n'a pas été rouverte. Les délégations qui, comme la Suisse, s'étaient opposées à ce que les guerres dites de libération contre la domination coloniale, l'occupation étrangère et les régimes racistes relèvent de ce Protocole, ont décidé de laisser les choses en l'état et de poursuivre la négociation sans revenir sur ce point. Les difficultés d'ordre juridique qu'entraîne l'application aux mouvements de libération nationale de l'ensemble des règles du droit humanitaire s'avèrent au demeurant moins complexes qu'on n'avait pu le craindre. Cette satisfaction donnée par les Occidentaux aux délégations des pays en développement a contribué à détendre l'atmosphère. Il n'en demeure pas moins qu'une brèche sérieuse a été faite dans le principe fondamental de l'égalité de protection due aux victimes des conflits quelle que soit la nature politique de ceux-ci. Cette brèche rend à notre avis d'autant plus souhaitable l'adoption du Protocole II qui est encore loin d'être assurée. Il est donc indispensable de poursuivre la négociation simultanée et parallèle des deux textes.
4. La participation relativement effacée d'un grand nombre de délégations du tiers monde est aussi préoccupante. A quelques exceptions près (RAE, Irak, Algérie, Nigeria, Pakistan, Inde) les délégations afro-asiatiques sont demeurées passives, faute en partie de disposer de spécialistes en nombre suffisant. Un désintéressement de ces régions des travaux de



- 3 -

la conférence, s'il devait avoir pour effet de compromettre une large ratification des Protocoles, serait hautement déplorable, le droit humanitaire devant conserver son universalité.

5. La Chine n'a pas participé à la session, en invoquant le calendrier très chargé des conférences tout en exprimant le désir d'être tenue au courant. L'Afrique du Sud s'est aussi désistée. Sur proposition du Nigeria, la conférence a adopté sans vote une résolution déplorant cette dernière absence et chargeant le Président d'obtenir du gouvernement sud-africain l'assurance qu'il respecterait les Conventions de Genève. Il s'avère que pour nombre de délégations africaines, l'Afrique du Sud serait aujourd'hui le théâtre d'un conflit armé auquel le droit humanitaire est applicable.
6. A nouveau, le GRP n'a pas été invité à prendre part à la conférence. Un projet de résolution tendant à assurer une représentation simultanée du gouvernement de Saïgon et du GRP, présenté par l'Algérie dès l'ouverture de la session, a donné lieu à un long débat de procédure. Pour les uns, l'article du règlement intérieur stipulant que les décisions relatives aux invitations sont prises à la majorité simple était applicable, pour les autres, l'article exigeant que la conférence ne puisse revenir qu'à la majorité des deux tiers sur un point ayant déjà fait l'objet d'une décision. La conférence fut d'abord invitée à indiquer laquelle des deux dispositions avait sa préférence, selon une formule suggérée par les Etats-Unis. Les voix s'étant exactement partagées entre les deux règles, un nouveau scrutin fut nécessaire qui porta sur l'application de la majorité simple. Les voix s'étant de nouveau partagées, cette proposition dut, conformément au règlement intérieur, être considérée comme repoussée. Interprétant ce résultat, le Président refusa à juste titre de mettre aux voix l'application

./.

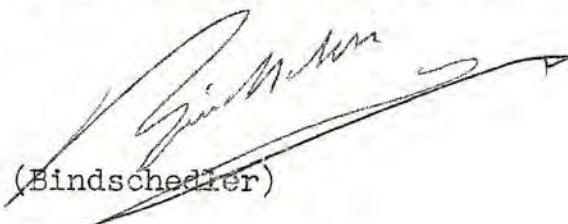


- 4 -

de l'article relatif à la règle des deux tiers en considérant que le rejet de la règle de la majorité simple ne pouvait avoir d'autre signification que l'application de la majorité qualifiée. Cette décision fut confirmée par un vote. Sur quoi, l'Algérie retira sa proposition en exprimant son intention d'en présenter une nouvelle, tendant à ce que les deux gouvernements rivaux au Sud-Vietnam participent en qualité d'observateurs. En l'absence du Président, le Vice-Président en fonction (M. Balken, de la RFA), décida, sur une motion d'ordre américaine, que cette proposition ne pouvait elle non plus être examinée sans l'accord des deux tiers des délégations. Cette décision fut à son tour confirmée, à une légère majorité, ce qui mit fin au débat. La délégation suisse s'est abstenue dans ces votes de procédure, mais a soutenu chaque fois les décisions de la présidence. Le problème du GRP ainsi réglé n'a plus été soulevé malgré le cours des événements au Vietnam, non plus que celui de la représentation khmère, si ce n'est sous forme de réserves lors de l'adoption du rapport de la commission de vérification des pouvoirs.

Nous aurons l'occasion de nous adresser à vous, vraisemblablement vers la fin de l'été, pour vous prier de remettre les invitations à la troisième session. D'ores et déjà, nous voudrions remercier ceux d'entre vous qui seraient en mesure de nous faire un rapport, avec copie au Secrétaire général de la Conférence, M. l'Ambassadeur Humbert, sur la manière dont on évalue, dans votre pays de résidence, les résultats de la session qui vient de s'achever.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de notre considération distinguée.



(Bindschedler)

1 annexe

Double de cette communication est adressé:

- au Bureau de l'Observateur suisse auprès de l'ONU, New York
- à la Mission permanente de la Suisse près les org. intern., Genève
- à la Direction politique I et II
- à la Direction du droit international public
- KR, BI, BH, BBP, MI

EIDGENÖSSISCHES POLITISCHES  
DEPARTEMENT

3003 Bern, den 28. April 1975

o.411.661. - PR/GY/RX/ste

Bericht über die wichtigsten Ergebnisse der  
zweiten Session der Diplomatischen Konferenz  
über das humanitäre Kriegsvölkerrecht (CDDH),  
Genf, 3. Februar - 18. April 1975

---

In Genf ging am 18. April die zweite Session der Konferenz über das humanitäre Kriegsvölkerrecht (CDDH) zu Ende. Mehr als die Hälfte der zu behandelnden Artikel der zwei geplanten Zusatzprotokolle zu den vier Genfer Konventionen konnte in den Kommissionen bereinigt und verabschiedet werden. Mit dem Erreichten darf man zufrieden sein. Allerdings besteht bei den nicht-internationalen Konflikten noch grosse Zurückhaltung, so dass über das Schicksal des entsprechenden 2. Protokolls noch nichts Sicheres gesagt werden kann.

Der folgende Bericht der schweizerischen Delegation unter der Leitung von Botschafter R.L. Bindschedler versucht, eine erste Bilanz über das Erreichte zu ziehen.

## I

Die erste Kommission befasste sich dieses Jahr im Bereich der Regelung der internationalen bewaffneten Konflikte (1. Zusatzprotokoll) hauptsächlich mit Fragen der Einhaltung und einer wirksameren Kontrolle und Anwendung der vier Genfer Konventionen sowie, im Bereich der Regelung nicht-



internationaler Konflikte, mit der Annahme grundlegender Artikel des entsprechenden 2. Zusatzprotokolls. Sie erzielte in dieser Session beachtliche Resultate. Rund 20 Artikel konnten zuhanden des Plenums verabschiedet werden; dies meistens nach langen und schwierigen Verhandlungen in Arbeitsgruppen und kleineren Gremien, in denen die Schweiz regelmässig vertreten war. Im Mittelpunkt standen zwei umstrittene Probleme: der Ausbau des Schutzmachtsystems in internationalen bewaffneten Konflikten einerseits und die Definierung des Geltungsbereichs des 2. Zusatzprotokolls andererseits.

Im Rahmen des 1. Zusatzprotokolls ging es bei der Regelung des Schutzmachtsystems - einer Einrichtung, die in letzter Zeit nicht mehr richtig funktioniert hat - zum einen um die Bewahrung des bestehenden Rechtes und zum andern vor allem um die Frage, ob das Internationale Komitee vom Roten Kreuz automatisch beim Fehlen einer Schutzmacht das Recht haben sollte, als deren Substitut tätig zu werden. Eine solche Lösung wäre von der Schweiz und einigen wenigen anderen Staaten begrüsst worden; das Internationale Komitee vom Roten Kreuz jedoch äusserte gegen diese Idee schwere Bedenken. Die skizzierte Lösung der Frage des Substituts konnte in der Kommission nur in Ansätzen verwirklicht werden, da der Grosse teil der vertretenen Staaten, namentlich diejenigen aus dem kommunistischen Lager und aus gewissen Teilen der Dritten Welt aus Gründen der Souveränität den grossen Schritt zu tun nicht bereit waren. Die Kommission nahm schliesslich nach einzelnen Detailabstimmungen einen längeren Artikel 5 über die Bezeichnung der Schutzmächte und ihrer Substitute durch Konsensus an. Dieser Artikel bringt gegenüber der heute geltenden Rechtslage zweifellos Verbesserungen. Nicht nur wurde die Pflicht der Konfliktparteien, Schutzmächte zu bestellen,



unmissverständlich festgehalten. Es wurde auch ausdrücklich die Rolle des IKRK in dem Sinne verstärkt, dass es im Falle eines schleppenden Verfahrens zur Bezeichnung der Schutz-mächte dieses Verfahren beschleunigen und im Falle der Nichtbezeichnung nach Verhandlungen mit den Konflikts-parteien als Substitut die Schutzmacht ersetzen kann, wo-bei zwar die technischen Modalitäten der Schutzausübung mit Zustimmung der Konfliktparteien festzulegen sind. Be-dauerlich ist, dass die Kommission die Schutzmandate gemäss den Konventionen von Wien und Genf deutlich trennte.

Weitere von der Kommission genehmigte Artikel des 1. Zusatzprotokolls, die sich mit der verbesserten Einhal-tung des humanitären Kriegsrechts befassen, betreffen die Verbreitung der und die Orientierung über die Konventionen; ihnen soll in Zukunft - bereits in Friedenszeiten - sowohl von militärischen als auch von zivilen Instanzen vermehrte Aufmerksamkeit gewidmet werden.

Einen grossen Fortschritt erzielte die Kommission im Rahmen des 2. Zusatzprotokolls mit der durchwegs durch Konsensus erfolgten Annahme grundlegender Bestimmungen die-ses Protokolls, darunter vor allem derjenigen über den An-wendungsbereich und die Grundrechte der von nicht-interna-tionalen bewaffneten Konflikten betroffenen Personen. Im Vergleich zum vergangenen Jahr ist festzustellen, dass sich der Widerstand gegen eine Ausarbeitung humanitärer Normen, die in solchen Konflikten anzuwenden sind, ganz beträchtlich verringert hat.

Artikel 1 über den Geltungsbereich legt die grund-legende Option der Kommission fest, dass nicht-internationale bewaffnete Konflikte nur dann vorliegen können, wenn die Regierungsseite an einem bewaffneten Konflikt beteiligt ist.



Die Definition des Anwendungsbereiches ist dabei in einer Weise erfolgt, dass dem freien Ermessen kein grosser Spielraum belassen bleibt. Die sogenannte Anwendungs-"schwelle" des Protokolls ist jedoch ziemlich hoch angesetzt. Umso wichtiger ist es, dass es gelang, den den vier Genfer Konventionen gemeinsamen Artikel 3 unverändert zu belassen; damit besteht nach dem Genferrecht auch ein Mindestschutz in bewaffneten nicht-internationalen Konflikten, die ihren Eigentümlichkeiten nach nicht unter den Geltungsbereich des 2. Zusatzprotokolls fallen und somit unter der sogenannten Anwendungs-"schwelle" dieses Protokolls liegen.

Sehr befriedigend sind die Artikel über die Grundrechte ausgefallen. Ein ausgedehnter Mindestschutz wird sowohl für die weite Kategorie der Personen in der Gewalt der Konfliktparteien, die nicht oder nicht mehr an den Feindseligkeiten teilnehmen, wie auch für den enger umschriebenen Kreis der Personen, denen die Freiheit im Zusammenhang mit dem bewaffneten nicht-internationalen Konflikt gänzlich oder teilweise entzogen ist, bestehen. Die entsprechenden Artikel, die im weitem auf einem umfassenden Diskriminierungsverbot beruhen, weisen einen substantiellen Inhalt auf und entsprechen zudem einer ausgewogenen Abwägung der Interessen der Konfliktparteien.

Die Verhandlungen in der 1. Kommission, in der die schweizerische Delegation durch Vizedirektor F. Pictet von der Direktion für internationale Organisationen und Herrn H. Reimann von der Direktion für Völkerrecht vertreten war, gestalteten sich oft zähe und hartnäckig. Hervorzuheben ist jedoch, dass grundsätzlich die schwierigen Probleme durch Konsensus gelöst wurden und Abstimmungen nur in Fragen zweitrangiger Bedeutung erfolgten.



## II

Die zweite Kommission, die sich mit dem traditionellen Rotkreuz-Recht, dem Schutze der Verwundeten und Kranken, befasste, konnte im Gegensatz zum letzten Jahr ihr Plan-Soll fast gänzlich erfüllen, was einerseits auf den grossen Arbeitseifer sämtlicher Delegationen (die USA hatten sich minutiös auf diese Arbeit vorbereitet und leisteten Generalstabsarbeit), andererseits auf die straffe und kompetente Führung des polnischen Präsidenten zurückzuführen war. Es bewahrheitete sich auch, dass das klassische Genfer Recht - im Gegensatz zu den in den anderen Kommissionen behandelten Gegenständen - auf weit weniger Widerstand stösst, wenigstens was die internationalen Konflikte anbetrifft.

Die Kommission genehmigte 27 zum Teil sehr ausführliche Artikel, welche entsprechend dem Entwurf des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz namentlich den Schutz der zivilen Sanitätseinheiten und des zivilen Sanitätspersonals ausweiten, den Schutz der Sanitätstransporte, besonders der Luftfahrzeuge, verbessern und die Achtung der fundamentalen Rechte der Verwundeten und Kranken neu bestätigen sollen.

Als Fortschritt gegenüber dem bestehenden Recht darf die Tatsache bezeichnet werden, dass der Kreis der durch das Rotkreuz-Zeichen besonders geschützten Personen und Sachen beträchtlich erweitert werden konnte. Dies gilt vor allem für das Sanitätspersonal des Zivilschutzes und der Rotkreuzgesellschaften sowie Materialdepots und Blutbanken etc. Da die Ueberlebenschancen der Kriegsverwundeten dank sofortiger Evakuierung durch die Luft beträchtlich gestiegen sind, andererseits der völkerrechtliche Schutz der Sanitätslufttransporte zur Zeit mangelhaft geregelt ist, schliessen die



- 6 -

neu angenommenen diesbezüglichen Artikel eine empfindliche Lücke in den Genfer Konventionen. War das Ueberfliegen des feindlichen oder besetzten Gebietes bisher verboten, es sei denn es bestünde eine ausdrückliche gegenseitige Vereinbarung, so ist dieses Erfordernis nach den neuen Bestimmungen gelockert worden. Das Ueberfliegen soll nun nicht nur in den eigenen Gebieten erlaubt sein, sondern auch in den Kontaktzonen - allerdings auf eigenes Risiko - wobei das Sanitätsflugzeug von dem Moment an zu schützen ist, wo es sich als solches zu erkennen gibt bzw. als solches erkannt wird. Radar und Funk sollen die Identifikation erleichtern.

Begrüsst werden müssen auch die von der Kommission ausgearbeiteten und genehmigten Artikel über den Schutz der Verwundeten und Kranken in Bürgerkriegen. Ihre Grundrechte, Pflege, Bergung, Evakuierung und Unterstützung durch die Zivilbevölkerung sowie Rotkreuzgesellschaften sollen in Zukunft analog den für die internationalen Konflikte gültigen Regeln garantiert werden; desgleichen der Schutz der Sanitätseinheiten und -transporte sowie des Sanitätspersonals.

Die schweizerische Delegation war in dieser Kommission vertreten durch Herrn Oberstdivisionär Käser, alt Oberfeldarzt der Armee, sowie den ehemaligen Chef des Rechtsdienstes des Amtes für Zivilschutz, Me Martin. Herr Dr. Kiefer vom Fernmeldedepartement der PTT präsierte wiederum die technische Unterkommission, welche Mittel und Wege zur Verbesserung der Signalisation der Sanitätstransporte überprüft.

Im nächsten Jahr wird sich die Kommission in erster Linie mit zwei Problemen befassen müssen: den Bestimmungen über die "Vermissten und Toten" (eine Arbeitsgruppe hat in dieser Session gemäss amerikanischen Vorschlägen bereits einen umfangreichen Entwurf erstellt) sowie den Artikeln

-/-



über den Schutz der Zivilschutzorganisationen, dem dieses Jahr nur eine allgemeine Aussprache gewidmet war.

### III

Die dritte Kommission genehmigte 22 Artikel, welche den Schutz der Zivilbevölkerung in bewaffneten Konflikten verbessern und die fundamentalen Verhaltensregeln der Kombattanten untereinander neu bestätigen sollen. Aufgrund der Erfahrungen und der wegen den militärischen Interessen bei gewissen Staaten zutage getretenen Zurückhaltung ist dies mehr als erwartet werden durfte.

Die Verhandlungen fanden in einer sachlichen und konstruktiven Atmosphäre statt; von einigen Angriffen des Vertreters Nordvietnams abgesehen, wurde auf Polemik verzichtet. Die sich im Stillen anbahnende Zusammenarbeit der USA mit der UdSSR, die durch eine Reihe glücklicher Umstände gefördert worden war, liess zwar dann und wann das Bestehen neuer metternichscher Zeiten ahnen, hatte aber auch seine guten Seiten. Was wäre passiert, wenn China an der Konferenz teilgenommen hätte?

Die von der Kommission angenommenen Artikel entsprechen im wesentlichen den Vorschlägen des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz, die jedoch verschiedentlich zugunsten der militärischen Notwendigkeiten abgeschwächt wurden. Da kaum damit gerechnet werden konnte, dass die Grossmächte sich in ihrer Kriegführung entscheidend einengen lassen würden, überrascht dies nicht. Desgleichen musste von Anbeginn in Kauf genommen werden, dass das Schwergewicht der neuen Bestimmungen eher auf dem Gebiet der Neubestätigung des bestehenden, bzw. umstrittenen Rechts und nicht so sehr auf demjenigen der Weiterbildung liegen würde.



Nichtsdestoweniger kann das Ergebnis als Erfolg gewertet werden, gelang es doch, zahlreiche humanitäre Grundprinzipien des Kriegsvölkerrechts in einer Konvention zu vereinen, die zum grössten Teil bis heute in keinem Vertrag ausdrücklich Erwähnung gefunden haben und die in verschiedenen Fällen umstritten waren. Dies gilt besonders von den Artikeln, welche direkte Angriffe auf Zivilpersonen oder die Zivilbevölkerung als solche sowie Terrorangriffe und Flächenbombardierungen untersagen und das Aushungern der Zivilbevölkerung, namentlich durch die böswillige Zerstörung lebensnotwendiger Güter, ausdrücklich verbieten. Von Bedeutung ist auch der festgelegte Grundsatz, dass die Angriffe unter allen Umständen auf militärische Ziele zu beschränken sind, wobei letztere, wenn auch nur generell und abstrakt - für verschiedene Delegationen allzu weitläufig - definiert worden sind. Ferner wird es nach den neuen Bestimmungen dem Angreifer und Verteidiger zur Pflicht gemacht, alle möglichen Vorkehrungen zu treffen, um die Verluste an zivilem Leben und Eigentum, wenn immer möglich, auszuschliessen oder doch auf ein Mindestmass zu beschränken. Erwähnenswert ist schliesslich noch ein besonderer Schutz für Staudämme und atomare Einrichtungen, welche bei Zerstörungen besonders gefährliche Gefahren frei werden lassen sowie ein ausdrückliches Verbot von solchen Kampfmitteln und -methoden, welche die natürliche Umwelt derart schädigen, dass die Zivilbevölkerung dauernde und schwerwiegende Gesundheitsschäden davonträgt. Der "Umweltschutz-Artikel" entstand gegen den Willen der NATO-Staaten, die sich bis zuletzt mit Nachdruck dagegen wehrten. Dies mag mit eine Erklärung sein, warum die USA am Ende der Konferenz, anscheinend auch im Namen ihrer Bundesgenossen, den mündlichen Vorbehalt anbrachten, die angenommenen Bestimmungen würden in keiner Art und Weise den Einsatz von ABC-Waffen, sondern lediglich die konventionelle Kriegführung, regeln. .



Die gleichen humanitären Grundprinzipien zum Schutze der Zivilbevölkerung bei Angriffen wurden für die nicht-internationalen bewaffneten Konflikte anerkannt, wenn auch oft in einer einfacheren Formulierung. Allerdings machte sich hier starke Zurückhaltung bemerkbar, u.a. von den NATO-Staaten sowie den Führungsmächten Asiens, die sich in einer hohen Stimmenthaltung niederschlug. Es dürfte noch nicht entschieden sein, ob alle von der Kommission bezüglich der Bürgerkriege angenommenen Artikel die im Plenum verlangte 2/3 Mehrheit erreichen werden.

Die Form der Texte vermag vielfach nicht zu befriedigen, und es bleibt zu hoffen, dass das Redaktionskomitee hier Abhilfe schaffen kann. Die juristische Strenge, die die Genfer Konventionen auszeichnet, wurde allzuhäufig ein Opfer der Kompromissfindung, derzuliebe Unklarheiten bewusst in Kauf genommen wurden. Diese bedauernswerte Entwicklung wurde durch den Umstand begünstigt, dass die im "Case-law" verhafteten Amerikaner bei der Redaktion der Texte federführend waren.

Die schweizerische Delegation war in der dritten Kommission durch Herrn Oberstdivisionär E. Dénéreaz und Herrn R. Pasche von der Völkerrechtsdirektion des EPD vertreten. Sie setzte sich für die humanitären Belange der Kriegsoffer ein und unterstützte weitgehend die Entwürfe des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz. Die schweizerische Haltung entsprach häufig, wenn auch nicht immer, derjenigen der skandinavischen Staaten, nicht zuletzt in der berechtigten Sorge, dass nur ein geeintes Auftreten der "Tauben" die zahlreich vertretenen "Falken" zu Zugeständnissen bewegen konnte.



Für die nächste Session verbleiben der Kommission rund 20 Artikel. Im Mittelpunkt werden die Bestimmungen über die Behandlung der Widerstandsbewegungen in internationalen Konflikten sowie die Kampfmittel und -methoden bei Bürgerkriegen stehen, ferner der Schutz der Personen, die sich in der Gewalt des Feindes befinden.

#### IV

Die anlässlich der ersten Session geschaffene Kommission "ad hoc" über konventionelle Waffen hielt während dieser zweiten Konferenzphase 14 Sitzungen ab und versuchte, gestützt auf die Ergebnisse der Regierungsexpertenkonferenz von Luzern (September 1974), eine Annäherung der Standpunkte zu erzielen, um in einer weiteren Phase das Verbot oder die Einschränkung im Gebrauch gewisser grausamer Waffen statuieren zu können. Es handelt sich dabei sicherlich um ein sehr anspruchsvolles und militärpolitisch heikles Thema, und es darf daher nicht verwundern, dass, in erster Linie mangels genügender politischer Bereitschaft, noch keine konkreten Resultate erzielt werden konnten. Bedauerlich mutet dagegen die Tatsache an, dass selbst ein richtiger Dialog zwischen den verschiedenen Interessengruppen ausblieb und praktisch keine neuen, substantiellen Vorschläge eingereicht wurden.

Die Mitunterzeichner eines von Schweden inspirierten Arbeitsdokumentes mit ausgearbeiteten Vorschlägen für einzelne Waffenkategorien, welches bereits an der ersten Session der Konferenz als Diskussionsgrundlage vorgelegt worden war, konnten jedoch erreichen, dass sich weitere fünf Staaten mit ihren Zielsetzungen solidarisch erklärten. Zu den ursprünglichen Sponsoren - Aegypten, Mexiko, Norwegen, Sudan, Schweden, Schweiz und Jugoslawien - gesellten sich im Laufe der zweiten Session Algerien, Mali, Mauretanien, Libanon und



Venezuela. Diese Ländergruppe einigte sich auf eine endgültige Version einer Verbotsnorm für gewisse Brandwaffen und wird diese dem IKRK als Arbeitsgrundlage für die zweite Regierungsexpertenkonferenz, welche Ende Januar 1976 für vier Wochen in Lugano tagen wird, zustellen. Auf dem Gebiet der Brandwaffen schienen in der Tat die grössten Chancen für eine Einigung zu bestehen und mehrere Staaten haben bereits ihre völlige Unterstützung angemeldet. Wie jedoch zu erwarten war, wandten sich einige Grossmächte ganz entschieden gegen dieses Vorhaben. Der Faktor "öffentliche Meinung" dürfte hingegen letzten Endes vielleicht eine entscheidende Rolle spielen und einen Sieg der humanitären Gesichtspunkte über politische und militärische Ueberlegungen herbeiführen.

Die schweizerische Delegation war in der "ad hoc"-Kommission durch Herrn P. von Graffenried von der Direktion für internationale Organisationen des EPD und Herrn Oberstdivisionär H. Eichin vertreten.